Elections européennes : le boycott s’impose

Le 30-09-2018

Télécharger ou imprimer au format PDF

Par le Parti de la démondialisation

Le 30 septembre 2018.



Les élections européennes, prévues le 26 mai 2019, agitent depuis des mois la plupart des partis politiques. L'avenir de l'Union européenne est pourtant le cadet de leurs soucis. Ils savent très bien, même s'ils ne le disent évidemment pas publiquement, que le « Parlement » européen n'est qu'une fiction de parlement.

Car ce « parlement », contrairement aux vrais parlements, ne vote pas la loi. La loi européenne existe déjà, en dehors de lui, se sont les traités européens et en particulier le traité de Lisbonne. En fait, le « Parlement » européen n'a pour rôle que de faire appliquer les traités, sans aucune possibilité de les modifier. Ces élections, par conséquent, ne sont qu'une mascarade. C'est un devoir citoyen de voter quand le suffrage sert la souveraineté du peuple et permet de faire évoluer les institutions et les politiques qu'elles mènent. C'est aussi un devoir citoyen, encore plus exigeant que le précédent, de refuser de voter quand le suffrage n'a aucun effet et ne vise qu'à légitimer un système dont le fondement est l'élimination de la souveraineté nationale et populaire.

Alors pourquoi, dans ces conditions, la plupart des partis politiques, y compris ceux qui s'affirment critiques vis-à-vis de l'Union européenne, présentent-ils des candidats ? Les raisons sont simples. La première est financière : présenter des candidats, s'ils sont élus, rapporte beaucoup d'argent. La seconde raison est politicienne : se mettre en ordre de bataille pour l'élection présidentielle française qui aura lieu en… 2022 !

L'enjeu officiel fixé par le Président de la République est d'organiser le clivage et même un choc frontal entre les « *pro et les anti-européens* », entre son Europe et celle de « *Merkel et Sanchez contre celle d'Orban et Salvini* », entre les « *progressistes et les populistes* ». Marine Le Pen, désignée principale opposante par la macronie, accepte ce rôle avec enthousiasme et parle d'un combat entre *« les patriotes et les mondialistes* ». Jean-Luc Mélenchon, de son côté, vexé de n'avoir pas été désigné comme le premier opposant de Sa Majesté, ne cherche qu'à occuper la scène dans la perspective de l'élection présidentielle en affirmant que les élections européennes doivent se transformer en « référendum anti-Macron ».

Bref, tout le monde accepte de participer à ces élections truquées, puisque, quel que soit le résultat, se sera la même politique qui sera menée : celle, néolibérale, définie dans le traité de Lisbonne.

Le véritable enjeu des élections européennes sera le niveau de l'abstention

De bonnes relations entre tous les pays européens (et au-delà !) sont indispensables. Pour faire du commerce, du tourisme, des échanges culturels et d'étudiants, et même pour former des alliances politiques permettant de peser sur la marche du monde. Il existe toutefois une condition déterminante à un tel projet : chaque nation doit conserver sa souveraineté, c'est-à-dire son autonomie politique totale. Une telle configuration porte un nom, c'est la démocratie.

Le système politique appelé « *Union européenne* » est le contraire d'un projet de solidarité internationale, d'émancipation humaine et sociale, de démocratie et de reconnaissance de la souveraineté des peuples. C'est un système dont le but est d'éliminer la voix du peuple, là où elle porte, autrement dit dans chaque nation. Le moyen trouvé est la mise en place de traités (Maastricht, Lisbonne…) qui reposent sur le néolibéralisme (des politiques économiques et sociales en faveur des très riches) et l'élimination de compétences essentielles (monnaie, budget, commerce intérieur et international) qui passent des nations à la Commission européenne (même pas au « *Parlement* » européen dont le rôle est d'appliquerces traités sans pouvoir les modifier).

Il ne peut donc être question de mettre le doigt dans cet engrenage mortel en votant, c'est-à-dire en reconnaissant ce système, même si le vote porte sur des listes apparemment « *hors-système* ». Encore une fois, il est impossible de se présenter comme étant « *hors* » ou « *anti* » système et de solliciter les suffrages aux élections européennes pour faire partie du système. Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne le confirme quand il déclare : « *Il ne peut pas y avoir de choix démocratiques contre les traités européens* ».

Le boycott des élections européennes servira aussi à dénoncer le double jeu politicien des partis qui adoptent un ton critique vis-à-vis de l'Union européenne et qui, pourtant, en acceptent le principe en présentant des

listes aux élections. Cette élection n’a d’autre but que de simuler un acte démocratique et légitimer ainsi tout le système de l’UE. C’est un devoir citoyen de voter quand le suffrage sert à la souveraineté du peuple, c’est aussi un devoir civique de refuser de voter quand le suffrage vise à détruire la souveraineté nationale et populaire.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire